



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/2001/10
19 mars 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Cinquième session, 13-15 juin 2001
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

**ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES À L'APPUI
DU PROGRAMME DE TRAVAIL**

Note du secrétariat

Le présent document a été établi pour information. Il décrit les activités opérationnelles menées à l'appui du programme de travail du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise du 1er mars 2000 au 15 mars 2001. Hormis les deux projets décrits au début du document, les activités opérationnelles sont présentées dans l'ordre chronologique, étant entendu que certaines dates peuvent se chevaucher.

Assistance pour la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce

1. La République tchèque et la CEE-ONU fournissent depuis 1997 une assistance concernant la facilitation du commerce dans le cadre d'un projet intitulé "**Soutien aux mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT/ONU dans certains pays d'Europe orientale**". Le financement de ce projet a été d'abord approuvé par le Gouvernement de la République tchèque en 1996 puis régulièrement renouvelé chaque année.

2. Ce projet est exécuté en coopération avec des experts tchèques (plus précisément ceux de l'Office national de facilitation du commerce de la République tchèque - FITPRO), des spécialistes de la facilitation de commerce de la CEE-ONU et des spécialistes originaires des pays bénéficiaires. Au cours des 12 derniers mois, le Bélarus, la Lituanie et l'Ukraine ont fait partie de ces bénéficiaires du projet. Des séminaires, des consultations et des échanges de données d'expérience et d'information ont été organisés à l'intention de responsables gouvernementaux et de représentants du secteur privé aussi bien en République tchèque que dans les pays bénéficiaires, ainsi qu'une conférence internationale sur le commerce électronique.

Renforcement des capacités pour améliorer le financement du commerce et les perspectives d'investissement dans le secteur du bois en Russie

3. Ce projet est exécuté dans les régions d'Arkhangelsk et de Leningrad, en Fédération de Russie. Son extension à d'autres régions de la Fédération est envisagée, en ce qui concerne notamment l'Extrême-Orient (territoires de Khabarovsk et de Primore) et la région de la mer Noire.

4. Les principales activités sont les suivantes :

- Pratiques de gestion durable dans l'industrie russe du bois
- Amélioration des procédures commerciales dans l'industrie du bois
- Techniques novatrices de financement du commerce
- Renforcement des capacités pour le développement des investissements étrangers
- Opérations portuaires concernant le bois

5. Ce projet s'est révélé un excellent moyen d'étendre, au profit du secteur privé, le champ d'application des normes, règles et recommandations de la Division du commerce. On trouvera ci-après la liste des séminaires et ateliers organisés dans le cadre du projet en 2000 et au début de 2001 :

2000

Saint-Pétersbourg, 3-10 février

Table ronde sur la logistique portuaire et les opérations douanières concernant le bois

Rotterdam, 21-25 février

Forum sur la logistique portuaire concernant le bois

La Haye, 23 mai

Table ronde sur le commerce du bois

Arkhangelsk, 26-30 juin	Table ronde sur le commerce du bois
Saint-Pétersbourg, 3-4 juillet	Table ronde sur le commerce du bois
Arkhangelsk, 4-7 septembre	Atelier sur la logistique de l'exploitation durable de la biomasse
Saint-Pétersbourg, 11-12 septembre	Table ronde sur la logistique commerciale du bois
La Haye, 24 novembre	Table ronde sur le commerce du bois

2001

Arkhangelsk, 27 février-2 mars	Conférence sur la logistique de la biomasse
Saint-Pétersbourg, 5-6 mars	Exploitation durable et certification

Pour plus de détails sur ce projet, voir le document TRADE/2000/9.

Renforcement institutionnel pour la promotion de l'arbitrage en Europe du Sud-Est

(Vienne, 18 février 2000; Ljubljana, 7 juillet et 9 octobre 2000 et 19 janvier 2001)

6. Le secrétariat apporte un soutien au projet sur l'arbitrage de l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI), dont l'objectif est de renforcer les capacités et les institutions pour le règlement des litiges commerciaux dans la région. Ce soutien a consisté à ce jour à : organiser une demi-journée de débat sur le projet de la SECI au cours de la réunion du Groupe consultatif CEE-ONU sur l'arbitrage commercial international en février 2000 (qui a débouché sur un accord sur les contributions à apporter à l'élaboration des directives et du cadre d'évaluation que le projet de la SECI doit établir et sur leur examen); aider le secrétariat de la SECI à recruter des membres du Groupe et à rédiger les divers documents de travail; et apporter des contributions techniques au cours des réunions du Groupe.

Marchés immobiliers et promotion du commerce

(Genève, 2-3 mars 2000)

7. Un séminaire auquel étaient invitées des autorités locales de pays en transition a été organisé conjointement avec la FEDRE (Fondation pour l'économie et le développement durable des régions d'Europe). Intitulé "Promotion du commerce et de l'investissement à l'échelle locale et régionale", ce séminaire a souligné le rôle des autorités locales dans le développement de marchés immobiliers efficaces et la création d'un environnement favorable à l'investissement.

Projet pilote d'appui à l'application des droits de propriété intellectuelle (Estonie)

(Réunion consultative de pays : Tallinn, 6-7 avril 2000)

8. L'objectif de ce projet est de contribuer à l'application des droits de propriété intellectuelle en Estonie; de créer un climat favorable au développement technologique national ainsi qu'aux investissements étrangers et locaux; et de mettre au point une méthodologie qui serait par la suite utilisée dans les projets d'appui aux pays.

9. Pour réaliser ces objectifs, le Groupe consultatif, avec le concours du secrétariat, a :
- établi un rapport sur la situation de la protection de la propriété intellectuelle en Estonie;
 - organisé des consultations avec des responsables gouvernementaux de haut niveau;
 - rencontré des experts estoniens en vue d'élaborer des recommandations à l'intention de leur gouvernement.

Atelier sur l'application des normes ISO 14000 (normes de management environnemental) dans l'industrie chimique

(Budapest, 28-29 mars 2000)

10. Cet atelier a été organisé conjointement par le Groupe spécial d'experts de l'industrie chimique et le Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation de la CEE-ONU, en coopération avec le Gouvernement hongrois et à l'invitation de celui-ci. Quelque soixante-dix participants venus de 18 pays ont examiné comment, en prenant l'industrie chimique comme modèle, initier les pays en transition à l'application des normes ISO 14000 de gestion de l'environnement.

Exposés sur la normalisation internationale des produits périssables

(Beyrouth, 27-29 avril 2000)

11. Le secrétariat a présenté lors d'une réunion d'experts tenue à Beyrouth un exposé sur l'application des normes de la CEE-ONU en tant que moyen de facilitation du commerce et de développement des marchés.

Aspects pratiques de la suppression des obstacles à un financement efficace du commerce dans les pays en transition

(Riga, 26-27 mai 2000)

12. L'objet de ce séminaire était de répertorier les obstacles au financement du commerce dans les pays en transition, de trouver des solutions pratiques aux problèmes actuels, notamment de nouveaux systèmes de financement des exportations; et d'élaborer des recommandations à l'intention des organismes d'États intéressés. Le Séminaire a été organisé en collaboration avec le secteur privé et, en particulier, avec la Banque de transit de la Baltique basée à Riga, qui a participé à son financement. Les actes du Séminaire ont été établis et seront publiés sous la cote ECE/TRADE/267.

Soutien à la CEI : Harmonisation technique et normalisation

(Tbilissi, juin 2000; Lvov, octobre 2000)

13. Le secrétariat a participé aux réunions du Conseil inter-États de la normalisation, de la certification et de la métrologie de la CEI en Géorgie (Tbilissi, juin 2000) et en Ukraine (Lvov, octobre 2000) et ont présenté des exposés sur les activités de la CEE-ONU dans

le domaine de la normalisation. Le Président du Conseil inter-États de la CEI a participé à la 10ème réunion du Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation (6-8 novembre 2000) et s'est félicité de l'importance des questions intéressant la CEI qui ont été abordées et débattues par le Groupe de travail.

Développement industriel : Acier

(Budapest, 11-12 septembre 2000)

14. Le secrétariat a organisé à l'intention du Groupe spécial d'experts sur l'acier, un séminaire sur le thème "Évolution de la consommation d'acier - répondre aux besoins du marché", à Budapest. Ont participé à cette manifestation 140 experts provenant de 31 pays, dont 95 % représentant la profession. L'objectif du séminaire était de synthétiser, à l'échelle mondiale, les grandes tendances de la consommation de l'acier afin de prévoir les types d'investissements requis dans le secteur de l'acier en Europe orientale et centrale.

Collaboration sur le projet "E-Macedonia for all"

(Skopje, 2-3 octobre 2000)

15. À la demande du cabinet de la présidence de l'ex République yougoslave de Macédoine, le secrétariat a élaboré un cadre pour l'assistance au programme national "E-Macedonia for all", qui doit être développé plus avant sous l'égide de l'équipe de spécialistes de la CEE-ONU sur le développement de la cyberentreprise. Le secrétariat de la CEE-ONU aide à la conception d'un centre pour l'économie numérique, et la deuxième conférence régionale de la CEE-ONU sur l'économie numérique sera organisée à Skopje en juin 2001.

Première Conférence régionale de la CEE-ONU sur l'économie numérique et le développement de l'entreprise fondé sur l'utilisation d'Internet en Roumanie et en Europe du Sud-Est

(Bucarest, 10 octobre 2000)

16. Le secrétariat a organisé cette conférence à l'intention de 300 participants nationaux et régionaux, en collaboration avec le Ministère roumain de l'industrie et du commerce, afin de sensibiliser les participants à l'impact du commerce électronique sur l'économie, d'identifier les instruments d'intervention des pouvoirs publics actuellement disponibles qui soient adaptés au développement de l'économie numérique et de faire le point sur ces instruments. Le Ministère a demandé au secrétariat de la CEE-ONU d'organiser une conférence de suivi en 2001 ou 2002 en Roumanie.

Développement industriel : Acier

(Chine, 15-22 octobre 2000)

17. Le Groupe spécial d'experts de la CEE-ONU sur l'acier a organisé un voyage d'étude consacré à la sidérurgie chinoise. Y ont participé 40 experts provenant de 20 pays, dont 85 % de représentants de la profession. Ce voyage d'étude avait pour objet de fournir aux pays de la région de la CEE-ONU actuellement confrontés à la nécessité de restructurer leurs industries

lourdes des éléments de réflexion sur l'expérience chinoise de restructuration de sa sidérurgie, le niveau qualitatif des capacités chinoises après cette restructuration et les mesures prises pour faire face à ses conséquences.

Collaboration concernant l'économie numérique et le développement de l'entreprise fondée sur l'Internet en Géorgie

(Tbilissi, 20-25 octobre 2000)

18. Le secrétariat a présenté un exposé sur les potentialités économiques du développement de la cyberentreprise dans la région lors d'un atelier sur le commerce électronique en Géorgie. Le secrétariat a également défini un cadre institutionnel de collaboration pour un projet de développement de l'économie numérique que l'Équipe de spécialistes de la CEE-ONU sur le développement de l'entreprise fondé sur l'Internet doit mener à bien en étroite coopération avec le Gouvernement géorgien. Une conférence régionale conjointe sur le commerce électronique est envisagée en collaboration avec le cinquième Programme-cadre de la Commission européenne.

Deuxième Conférence sur le commerce électronique dans l'Europe du Sud-Est

(Sofia, 24-26 octobre 2000)

19. À l'invitation des organisateurs du projet sur l'économie numérique en Europe du Sud-Est (SEED) de la Commission européenne, le secrétariat a présenté lors de la Conférence susmentionnée un exposé sur les questions relatives au développement de la cyberentreprise qui intéressent la région. Une activité complémentaire a été proposée qui serait menée conjointement par le Programme SEED et l'Équipe de spécialistes de la CEE-ONU sur le développement de la cyberentreprise, et la délégation bulgare a indiqué qu'elle comptait présenter une proposition en ce sens à l'Équipe de spécialistes à sa réunion de mars 2001.

Normes de qualité agricole

(Moscou, 24-27 octobre 2000)

20. La Fédération de Russie a participé de plus en plus activement à cet aspect des travaux de la CEE-ONU au cours des dernières années. Pour encourager encore plus sa participation et celle des autres pays de la CEI, une réunion de rapporteurs sur la normalisation des plants de pommes de terres, a été organisée à Moscou, du 24 au 27 octobre 2000, suite à une invitation du Ministère de l'industrie, de la science et de la technologie. Ont participé à cette rencontre les délégations de sept pays représentant plus de 80 % de la production mondiale, ainsi que l'Union européenne. La réunion était organisée par le Groupe des normes agricoles du secrétariat de la CEE-ONU.

Projet conjoint sur le développement de nouvelles entreprises axées sur l'Internet dans les pays en transition

(Bruxelles, 3-5 novembre 2000)

21. Le secrétariat de la CEE-ONU est convenu de collaborer avec le cinquième Programme-cadre de la Commission européenne pour un projet de création d'entreprises axées sur l'Internet qui constituerait un élément commun des programmes pour le développement

de l'économie numérique menés à bien dans les pays en transition avec l'Équipe de spécialistes du développement de l'entreprise. Une collaboration s'est également instaurée avec les directions générales de la Commission européenne chargées de la société de l'information et de l'entreprise.

Exposé sur la facilitation du commerce

(Beyrouth, 8-10 novembre 2000)

22. Le secrétariat a présenté un exposé sur la facilitation du commerce à la réunion du Groupe d'experts de la CESA-ONU sur la facilitation du commerce et le commerce électronique, mais les discussions informelles ont également porté sur le projet méditerranéen.

Projets d'appui à l'application des droits de propriété intellectuelle en Estonie et en Lituanie

(Riga, 13-14 novembre 2000; Vilnius, 16-17 novembre 2000)

23. Ces deux projets d'appui à l'Estonie et à la Lituanie reprenaient le modèle du projet pilote estonien mené à bien au début d'avril.

L'économie numérique et le développement de l'entreprise fondé sur l'Internet en Bélarus

(Minsk, 17-19 janvier 2001)

24. À l'invitation du Ministère de l'entreprise et des investissements du Bélarus, le secrétariat de la CEE-ONU a organisé une mission d'enquête à Minsk en vue d'aider le Gouvernement bélarussien à créer un conseil consultatif sur l'économie numérique et un centre de développement de la cyberentreprise. Le secrétariat a procédé à un bilan préliminaire du projet Téléinternet du Ministère et a présenté des recommandations concernant les questions relatives au développement de la société de l'information. Il a été convenu que le Ministère présenterait une proposition concernant la poursuite de cette collaboration à la réunion de l'Équipe de spécialistes du 20 mars 2001.

La fracture numérique, l'Internet et les droits de propriété intellectuelle

(Londres, 1er-3 mars 2001)

25. À l'invitation des bureaux des brevets et marques de fabrique des États-Unis et du Royaume-Uni, le secrétariat de la CEE-ONU a apporté sa contribution à une conférence de trois jours sur l'Internet et la criminalité en matière de propriété intellectuelle, organisée en mars à Londres. L'Équipe de spécialistes envisage de mettre au point une activité complémentaire en étroite collaboration avec le Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ce dernier organisme s'est dit intéressé par la participation aux prochaines activités de l'Équipe de spécialistes, en particulier celles qui ont trait aux conférences régionales.
